

BLOG POST

RENDRE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EUROPÉENNE SOUTENABLE SUR LE PLAN SOCIAL

| 08/04/2019 | **SOFIA FERNANDES** | **THOMAS PELLERIN-CARLIN** |
ÉNERGIE ET ENVIRONNEMENT | **TRAVAIL ET AFFAIRES SOCIALES**

« Les implications sociales de [la transition énergétique] doivent être prises en compte dès le début du processus décisionnel [européen], et pas seulement a posteriori », Commission européenne, 4ème rapport sur l'état de l'union de l'énergie, avril 2019

Si le mouvement des gilets jaunes a permis d'attirer l'attention sur un point, c'est que la transition énergétique sera sociale ou ne sera pas.

Il s'agissait déjà d'une évidence pour bon nombre d'entre nous. Nous savions que l'augmentation du prix de l'électricité avait entraîné des manifestations en Bulgarie en 2013 car elle n'avait pas été accompagnée par des mesures appropriées pour aider les plus vulnérables. C'est la raison pour laquelle, en 2017 déjà, [nous avons appelé les décideurs européens à élaborer un « Pacte social pour la transition énergétique » de manière à montrer que l'Europe protège et aide tous ses citoyens dans cette transition.](#)¹ Comme l'ont rappelé le Comité économique et social européen² et les [66 récentes propositions](#) d'un groupe de 19 ONG et syndicats français, ce Pacte est plus que nécessaire.

La Commission européenne dirigée par Jean-Claude Juncker a posé les fondements d'un avenir énergétique propre, qui permettra aussi de rendre les sociétés européennes plus justes. C'est ainsi qu'est née l'Union de l'énergie et qu'a été créé le Socle européen des droits sociaux.

Les décideurs que les citoyens européens éliront le 26 mai 2019 doivent s'appuyer sur ces fondations. Ils doivent prouver à tous les Européens que la transition énergétique dans laquelle nous sommes engagés, et ce pour notre propre survie, constitue aussi une occasion d'améliorer [notre mode de vie](#). Afin de saisir cette opportunité, la prochaine Commission européenne doit

¹. Sofia Fernandes, « Un pacte social pour la transition énergétique », in Thomas Pellerin-Carlin et al., Faire de la transition énergétique une réussite européenne. Démocratie, innovation, financement, social : relever les défis de l'union de l'énergie, Rapport n° 114, septembre 2017.

². Comité économique et social européen, Troisième rapport sur l'état de l'union de l'énergie, TEN/657-EESC-2018, avril 2018.

élaborer, avec les États européens, les régions, les villes et les partenaires sociaux, un « Pacte social pour la transition énergétique ». Ce pacte global doit garantir une transition juste pour les travailleurs, améliorer la santé publique, démocratiser la transition énergétique et éradiquer la précarité énergétique.

Garantir une transition juste pour les travailleurs

La transition énergétique transforme radicalement notre économie. Elle implique de repenser non seulement le secteur de l'électricité mais aussi ceux des transports, de l'industrie et de la construction. Les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique sont désormais des marchés mondiaux en pleine expansion. Ils créent de nouveaux « emplois verts », tandis que certains emplois existants sont requalifiés et d'autres progressivement supprimés. Pour protéger tous les travailleurs, l'UE doit mieux anticiper et organiser les ajustements dans les secteurs et les régions touchés, comme elle a déjà commencé à le faire pour les emplois liés au charbon par le biais de la Plateforme pour les régions charbonnières en transition³. L'UE doit par ailleurs garantir un partage équitable des coûts inéluctables de la transition par la création d'un Fonds européen d'accompagnement des transitions⁴. Il permettrait de financer des mesures de formation, de soutien et de préparation à l'entrepreneuriat pour les travailleurs ayant perdu leur emploi en raison des restructurations majeures engendrées par la transition énergétique.

Aujourd'hui, quatre millions d'Européens travaillent déjà dans l'économie verte, dont bon nombre d'entre eux dans les domaines des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique⁵. C'est une bonne nouvelle, mais nous pouvons faire mieux. L'UE doit en effet maximiser ce potentiel de création d'emplois au moyen d'une véritable politique industrielle fondée sur l'innovation, en commençant par la production de batteries via l'Alliance européenne des batteries⁶. En s'appuyant sur la qualité des chercheurs, entrepreneurs et travailleurs européens, les entreprises européennes peuvent devenir les champions mondiaux de la transition énergétique.

Pour profiter au maximum du dynamisme créé par cette transition, les travailleurs doivent avoir les compétences requises pour ces emplois nouveaux ou redéfinis. Pour permettre à des millions de jeunes Européens de devenir les acteurs de la transition énergétique, l'UE doit élargir son programme Erasmus Pro - qui vise à encourager la mobilité des apprentis – ainsi que son Corps européen de solidarité afin de leur ajouter une composante verte. Pour afficher clairement ce que les Européens peuvent faire, elle doit créer des centres d'excellence de l'UE pour former les apprentis dans des secteurs cruciaux de la transition énergétique (tels que les énergies éoliennes, les pompes à chaleur, l'efficacité énergétique). Pour les diplômés de master ou de 3ème cycle, l'UE doit créer un « Collège d'Europe pour l'énergie et le climat » qui pourrait former, de manière transdisciplinaire, les acteurs de la future transition vers une économie neutre pour le climat.

Améliorer la santé publique pour tous les Européens

3. Monika Oczkowska et Thomas Pellerin-Carlin, Policy Paper de l'Institut Jacques Delors à paraître, mai 2019.

4. Sofia Fernandes, « Vers un fonds européen d'accompagnement des transitions », Policy Paper n°231, Institut Jacques Delors, 22 octobre 2018.

5. Commission européenne, Quatrième état de l'union de l'énergie, avril 2019.

6. Emilie Magdalinski, « Mobilités propres : la voie européenne », Policy Paper n° 234, Institut Jacques Delors, avril 2019.

La pollution de l'air constitue aujourd'hui une question de santé publique majeure. Cela vaut non seulement en Chine mais aussi en Europe, où elle cause 400 000 décès prématurés chaque année. Bon nombre de ces vies pourraient être sauvées si l'Union européenne, les États, les régions et les villes adoptaient des normes de pollution plus strictes, organisaient une sortie du charbon juste sur le plan social et soutenaient la modernisation des systèmes de chauffage ainsi que le développement de véhicules électriques.

L'industrie charbonnière est en déclin en Europe, et la récente augmentation des prix du CO₂ sur le marché européen du carbone (EU-ETS)⁷, si elle est insuffisante pour entraîner à elle seule une sortie du charbon, rend sa combustion moins rentable, voire tout simplement non rentable. On constate donc une baisse de la combustion de charbon et des émissions de polluants dans l'air en Europe.

En matière de pollution de l'air liée aux transports, plusieurs villes et États ont récemment envoyé des signaux forts. Ainsi, Paris envisage d'interdire l'usage des voitures essence et diesel d'ici 2030 tandis que la Norvège arrêtera les ventes de nouvelles voitures essence d'ici 2025, les Pays-Bas d'ici 2030 et la France et le Royaume-Uni d'ici 2040. En adoptant de nouvelles normes de réduction des émissions de CO₂ des voitures, l'UE a récemment encouragé la transition vers des voitures plus propres, notamment les véhicules électriques, qui contribuent aussi à une baisse de la pollution de l'air⁸.

Lors du développement de l'Agenda urbain pour l'UE et du vote du budget de l'UE, les décideurs européens doivent prendre en considération la pollution de l'air, en encourageant par exemple la transition des bus à essence ou diesel vers des bus propres, tels que les bus électriques ou vers d'autres alternatives propres.

Démocratiser la transition énergétique en responsabilisant les consommateurs et les citoyens

La transition énergétique constitue une opportunité historique pour permettre aux citoyens et aux consommateurs de contrôler leur consommation d'énergie, de produire de l'énergie, d'économiser de l'argent et de choisir un fournisseur d'énergie répondant à leurs besoins et conforme à leurs valeurs.

Il y a trente ans, les secteurs de l'électricité et du gaz étaient des monopoles. La majorité des consommateurs européens n'avaient pas le choix en termes de fournisseur, de prix de l'énergie et de source de l'énergie consommée. La majorité des villes de l'UE n'étaient pas autorisées à créer des communautés énergétiques locales capables de mieux gérer l'énergie localement.

La libéralisation des marchés de l'énergie a permis aux consommateurs de choisir leurs fournisseurs d'énergie. Il s'agissait d'une étape nécessaire pour offrir aux consommateurs la liberté de devenir des consommateurs actifs et pour permettre la création de communautés énergétiques locales. Responsabiliser davantage encore les consommateurs les aiderait à tirer pleinement profit de la transition énergétique.

7. Charlotte Roig-Ramos, 'Booming prices on the European Emission Trading System : from market oversupply to carbon bubble?', October 2018, IFRI

8. Emilie Magdalinski, *op. cit.*

L'adoption récente du paquet « Une énergie propre pour tous les Européens » constitue une véritable avancée pour l'Union européenne : elle permettra de mieux comprendre ses factures d'électricité, de garantir la création d'outils de comparaison des prix de l'électricité indépendants et gratuits, et d'encourager le développement de communautés énergétiques locales, sous le nom de « communautés énergétiques citoyennes ».

Pourtant, il reste beaucoup à faire et les prochains décideurs européens devront voir comment les compteurs intelligents peuvent mieux servir les intérêts des consommateurs, et comment un financement plus intelligent et plus vert peut permettre aux consommateurs, aux citoyens et aux communautés locales de réaliser les changements qu'ils appellent de leurs vœux, notamment en termes d'investissements liés à l'efficacité énergétique.

Enfin, l'UE a adopté un nouveau cadre de gouvernance pour sa transition énergétique. Chaque État membre doit désormais proposer un [plan national intégré en matière d'énergie et de climat](#), dans lequel il doit présenter sa politique énergétique nationale pour les dix années à venir. Il s'agit d'une opportunité majeure pour les citoyens et la société civile organisée d'influencer la manière dont les décisions énergétiques nationales sont prises.

Éradiquer la précarité énergétique

La transition énergétique peut améliorer les vies de tous les Européens, notamment pour les plus de 50 millions de familles touchées par la précarité énergétique. La Commission Juncker a engagé la première étape, avec la création de l'[Observatoire européen de la pauvreté énergétique](#). Le paquet Énergie propre introduit de nouvelles exigences, et notamment les premières étapes d'une définition, afin de mieux comprendre la précarité énergétique et de mieux la combattre. La prochaine Commission doit adopter un plan européen global visant à éradiquer la précarité énergétique sur le continent. À cet égard, l'UE doit évaluer l'efficacité des stratégies nationales dans leur lutte contre la précarité énergétique, promouvoir l'échange de bonnes pratiques et soutenir les meilleures solutions, que ce soit par la législation européenne, les fonds européens ou la coordination des initiatives nationales.

L'objectif de ce plan européen doit être une rénovation en profondeur des habitations afin de réduire la consommation énergétique des foyers tout en améliorant leur confort. Si, à court terme, certaines mesures palliatives sont nécessaires, telles que des tarifs sociaux ou des chèques énergie, à moyen terme, l'accroissement de l'efficacité énergétique constitue la seule solution structurelle et durable pour améliorer les vies de millions de personnes et créer des emplois locaux. En tant qu'Européens, nous pourrions nous fixer un objectif simple : nous assurer qu'en hiver, aucune famille européenne ne souffre du froid chez elle.

Conclusion : faire de la transition énergétique juste sur le plan social une réalité pour tous les Européens

Avec l'Union de l'énergie et le Socle européen des droits sociaux, les responsables européens ont déjà prononcé les mots justes et fixé la bonne direction. Désormais, le temps est venu d'entamer des actions qui soient à la hauteur des enjeux économiques, sociaux et environnementaux de la

transition énergétique, et de faire de la transition énergétique une opportunité pour améliorer les conditions de vie de tous les Européens.

Sofia Fernandes et Thomas Pellerin-Carlin